

Congrès ESS France - Proclamation de la déclaration d'engagement**10 décembre 2021**

Mesdames, messieurs, cher(e)s ami(e)s,

C'est un immense plaisir et un grand honneur que de vous retrouver à l'occasion de ce premier « congrès de l'ESS ». C'est en effet une grande première que de se réunir sous cette forme, mais je veux rendre hommage à ceux qui, il y a dix ans, ont réussi la prouesse d'organiser les États Généraux de l'ESS avec Claude Alphandéry et Hugues Sibille.

Nous sommes divers, et même très différents les uns des autres dans nos activités, nos tailles d'organisations et nos statuts, voire dans nos motivations qui ne s'expriment pas toutes dans les mêmes termes. Mais les attentes de la société à l'égard de l'ESS sont quant à elles assez unanimes et croissantes. L'ESS fait partie des conditions d'un « futur désirable » qui reposera sur une économie plus orientée vers les besoins humains, qui prendra sa part des enjeux de la transition écologique, qui incarnera un autre rapport au travail, et qui enrichira la démocratie.

Ces attentes nous obligent. Individuellement et collectivement. Dans nos comportements, dans nos engagements et dans nos organisations. Les enjeux du pays nous concernent dans l'ESS plus que jamais. C'est d'abord en ce sens que notre rôle est fondamentalement républicain : dans notre capacité à accompagner, à inventer et à prendre en charge les nécessaires transformations économiques et sociales du pays ; mais aussi dans notre capacité à organiser la délibération autour de celles-ci. Il est urgent et stratégique de l'entendre, de le savoir, de le comprendre et d'agir, quitte à lever le nez de nos activités habituelles et à réapprendre à faire des choses plus grandes que ce que nous sommes.

Les exemples de ce que nous avons chacun construit dans nos domaines au cours de nos histoires font partie intégrante du modèle économique et social de notre pays. En d'autres termes : nous contribuons à définir la France et à faire vivre la promesse républicaine. Avec d'autres, nous sommes bien souvent les opérateurs du devoir de solidarité qui s'impose à la société à l'égard des citoyens ; en cela nous sommes fidèles à la doctrine du « solidarisme », qui est l'une des sources de notre action.

Nos activités font souvent partie de la vie quotidienne des français, sans même que ceux-ci sachent toujours qu'il s'agit de l'expression de l'une des formes d'action de l'ESS. Nous savons parler de ces activités, nous savons les défendre, mais pas toujours au nom de leur motivation initiale, ni au nom de ce qui nous est commun.

Appartenir à l'ESS, c'est proposer un cadre d'explication et de compréhension au grand public, et cela au moment où nos concitoyens expriment des attentes qui rejoignent largement nos motivations. Appartenir à l'ESS, c'est nécessairement exercer une pensée critique sur le monde, mais c'est aussi faire de la prospective, construire, agir et entreprendre.

Nous devons assumer notre appartenance collective à l'ESS au nom de notre histoire, mais aussi au regard des enjeux nouveaux qui apparaissent : soit parce que ces enjeux bouleversent nos activités actuelles (pour des raisons techniques, réglementaires, sociales ou

comportementales...) ; soit parce qu'ils annoncent des développements nouveaux qui nécessitent des moyens et des compétences inédits. Nous sommes par définition des acteurs de l'innovation sociale, bien que celle-ci ne bénéficie pas encore de toute la reconnaissance qui lui serait due.

Parce que nous sommes ouverts aux « bruits du monde », nous sommes aussi plus largement les acteurs d'un monde qui se transforme. Nos entreprises et organisations ont vocation à incarner un cadre résolument moderne et attractif d'engagement, qu'il soit professionnel ou citoyen, et d'inclusion des personnes. Elles doivent être au cœur de la réinvention des politiques de solidarité comme de la mise en œuvre de la transition écologique. Elles ont par nature un lien étroit avec les territoires, là où les choses s'inventent et se vivent. Elles stimulent la démocratie par la promotion et l'exercice concret de la citoyenneté économique, celle qui redonne du pouvoir d'agir aux personnes dans leur vie au travail et dans leurs actes de consommation.

Ne nous y trompons pas : quelque chose a changé avec la crise multidimensionnelle que nous subissons depuis près de deux ans. En mai 2020, dans un texte personnel que j'avais intitulé « Pour que les jours d'après soient les jours heureux », je réagissais à l'euphorie qui semblait gagner le plus grand nombre quant au surgissement inévitable d'un « monde d'après » forcément radieux.

Je proposais alors, dans l'ESS, de nous saisir de cet enthousiasme collectif et de cette soudaine lucidité quant aux dysfonctionnements du modèle économique dominant. Je proposais de faire de l'ESS le moyen d'agir concrètement pour commencer à y remédier, par des formes alternatives de création de valeur et de son partage équitable. Je proposais d'en faire la voix collective qui exprime sa confiance dans l'avenir et dans tout le potentiel de la citoyenneté. Je proposais surtout de faire de l'ESS la norme souhaitable de l'économie de demain. Cette ambition ne sera réaliste que si l'ESS explicite d'abord elle-même ce qu'est sa propre norme, à partir des modèles d'entreprises qui sont les siens et de leur performance originale. Ce sera réaliste si elle s'engage sur de nouveaux terrains de développement. Ce sera réaliste si elle travaille aussi à l'hybridation des entreprises « conventionnelles » et à des alliances porteuses de sens.

C'est une ambition politique collective, au sens propre du terme. Celle dont je dirais même que nous avons cruellement besoin, au-delà de l'ESS. Mais c'est une ambition qui transcende nos propres limites et champs d'action. Une ambition qui nous réconcilie avec les forces et les atouts de nos modèles et même plus largement celles et ceux de notre pays. Une ambition qui nous réconcilie avec un avenir qui paraît souvent bien sombre. Une ambition qui nous réconcilie avec nous-mêmes et avec notre humanité.

Nous avons tous pris conscience que l'Homme est désormais en mesure de détruire la civilisation humaine ; nous savons aussi qu'il a non seulement les ressources pour survivre, mais qu'il les a aussi pour renaître en mobilisant des forces collectives.

Dans l'ESS, nous avons confiance dans les dynamiques collectives et nous les incarnons. Nous savons associer nos forces d'engagement. Nous savons mutualiser des moyens et des risques. Nous savons coopérer pour entreprendre, consommer et travailler. A ce titre, nous savons aussi que les dynamiques collectives sont les plus durables et que nos statuts les préservent.

Ce sont également ces dynamiques collectives et d'engagement qui parlent à la jeunesse de notre pays. Une jeunesse qui veut agir et parfois dans une urgence incompatible avec une délibération bien construite. Une jeunesse qui veut travailler autrement et dans des entreprises qui assument leur responsabilité sociale, environnementale et territoriale... qui assument leur « impact ». Une jeunesse qui est frappée par l'aggravation de ses conditions d'existence, et à l'égard de laquelle la solidarité nationale ne s'exerce pas comme elle le devrait. Une jeunesse enfin qui exprime une angoisse profonde quant à l'avenir, ce qui doit être pour nous la plus grande source de mobilisation.

L'ambition qui nous porte dans l'ESS, ce que nous appelons nos « raisons d'agir », doivent nous conduire à répondre à la jeunesse. Elles doivent nous permettre à la fois, et avec eux, d'exercer notre esprit critique sur la marche du monde, et surtout d'agir et d'entreprendre concrètement.

* * *

C'est tout cela que nous avons voulu exprimer dans la déclaration d'engagement que les organisations membres d'ESS France proclament à l'occasion de ce congrès : nous sommes fiers de nos « raisons d'agir ». Elles sont toujours plus actuelles et leur réalité se mesure concrètement tous les jours. C'est le fondement de notre optimisme forcené : il y a toujours de la ressource humaine et de la volonté collective pour améliorer le monde.

La déclaration d'engagement est le produit de cette réflexion. Elle est nourrie des dizaines de contributions individuelles ou collectives que nous avons reçues ; elle a été enrichie par des agoras, forums ou webinaires ; elle a fait l'objet de riches débats entre les réseaux de l'ESS qui composent ESS France ; elle a fait appel à plusieurs plumes. Elle entend traduire le souffle qui nous anime, dans la moindre des initiatives depuis leur source, et qui a conduit à ce que nous sommes, individuellement et collectivement.

Nombreux sont ceux qui, lorsqu'ils parlent d'ESS, évoquent des statuts (surtout pour en critiquer de façon un peu hypocrite l'absence de vertu...), ou qui s'attardent sur des activités bien identifiées. Nous avons cherché à parler d'autre chose : ce qui nous inspire et qui nous permet d'innover, ce qui nous motive et qui nous fait nous engager, ce qui nous unit dans l'action et la vie démocratique de nos entreprises et de nos organisations. Cette déclaration ouvre aussi de nouvelles perspectives de développement pour l'ESS.

C'est pour toutes ces raisons que nous vous proposons de donner à ce texte un statut suffisamment solennel, de vous l'approprier en le débattant, de le diffuser dans vos réseaux et dans vos organisations, de l'afficher dans vos bureaux, d'y faire référence dans vos statuts (en intégralité ou en retenant le paragraphe synthétique prévu à cet effet). A côté de votre projet associatif, de votre raison d'être, de votre objet social, la manifestation de votre attachement à l'ESS permettra de contribuer à redéfinir ou à réaffirmer vos « raisons d'agir ».

Il n'y a que très peu de moments où l'ESS a pris le temps de stabiliser son identité commune.

Il y a eu les textes de Charles Gide, de Léon Bourgeois, de Charles Fourier, de Jacques Moreau et de bien d'autres depuis, y compris contemporains. Il y a eu des discours de congrès, de la production scientifique, des tribunes d'acteurs engagés... avec leurs controverses évidemment. Il y a eu la charte de 1980 qui, dans un contexte de guerre froide et d'opposition idéologique, tentait d'exprimer les valeurs et les principes de l'économie sociale. Il y a eu des

lois avec celles de 1901 et de 1947 et, bien sûr, celle de 2014 qui a notamment donné une unité dynamique et une définition juridique commune à l'ensemble de l'ESS.

Il était temps de nous doter d'une déclaration constitutive qui traduise nos raisons d'agir pour une République sociale et solidaire. Notre rassemblement d'aujourd'hui nous permet de la proclamer. Ce sera un échec si en sortant de ce lieu, cette déclaration reste lettre morte. Nous devons lui donner vie, et cela repose sur chacun et chacune des participants, et plus largement.

* * *

C'est la raison pour laquelle nous l'adresserons aux candidats à l'élection présidentielle. Avec l'espoir de leur faire comprendre que nous ne sommes ni un secteur, ni des marginaux sympathiques, ni des illuminés ou des inconscients. Nous voulons juste leur dire que nous nous sentons responsables et acteurs de notre société, de notre économie, de notre République... et donc de notre avenir commun.

Dans quelques instants, vous allez découvrir un petit film constitué de témoignages recueillis auprès de plusieurs candidats à l'élection présidentielle. Cet échantillon résulte d'un choix unanime du conseil d'administration d'ESS France : il y a ceux que nous avons sollicités et qui ont accepté ou qui se sont fait représenter ; il y a ceux que nous avons sollicités mais que nous ne sommes pas parvenus à enregistrer ; il y a enfin ceux que nous avons délibérément refusé de solliciter.

Soyons clairs : nous n'avons pas sollicité les représentants de l'extrême-droite (ceux que je n'ai sans doute pas besoin de nommer). Nous ne nous érigeons pas en juges de leur éligibilité ni de leur légitimité à se présenter à cette élection comme à d'autres. Mais nous assumons sans détour avoir sur l'essentiel des points de désaccords qui ne permettent pas d'échanger avec eux de façon sereine. Nous ne pouvons pas d'un côté revendiquer notre enracinement dans la République, valoriser les principes qui figurent dans la déclaration, et de l'autre tenter de convaincre ou de construire quelque chose avec des acteurs politiques qui assument la dimension discriminatoire, voire raciste, de leur projet politique.

Il n'y a pas d'unanimité politique au sein de nos mouvements, pas plus qu'au sein d'ESS France. La diversité des opinions y règne, et aucune ne saurait dicter notre ligne de conduite. Nous sommes libres, mais responsables. Notre rôle, et en tout cas le mien, c'est d'instaurer et de faire vivre un dialogue républicain fondé sur l'intérêt des acteurs de l'ESS, mais aussi sur le corpus de valeurs qui nous anime et que nous venons de proclamer. L'ESS n'aura jamais autant démontré sa place au cœur de la République sociale et solidaire qu'en le rappelant ainsi.

Je vous remercie.